

**COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL  
ET PROFESSIONNEL  
BEAUCE-APPALACHES**

**POLITIQUE**

**INSTITUTIONNELLE SUR L'INTÉGRITÉ  
ET LE CONFLIT D'INTÉRÊTS DANS LA RECHERCHE  
ET LES TRAVAUX D'ÉRUDITION**

1055, 116<sup>e</sup> rue  
Ville Saint-Georges  
(Québec) G5Y 3G1

La présente politique a été révisée et adoptée  
par le conseil d'administration  
le 18 novembre 2010

## Table des matières

<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1    CHAMP D'APPLICATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2    DÉFINITIONS .....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3    OBJECTIFS DE LA POLITIQUE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4    PRINCIPES D'INTÉGRITÉ EN RECHERCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5    NORMES ET RÈGLES D'INTÉGRITÉ .....</b>	<b>5</b>
5.1    LE DROIT D'AUTEUR ET LE RESPECT DES COLLABORATEURS .....	5
5.2    LA GESTION DES DONNÉES .....	5
5.3    LA PUBLICATION DES RÉSULTATS .....	5
5.4    LE CONFLIT D'INTÉRÊTS.....	6
5.5    L'UTILISATION DES RESSOURCES.....	6
5.6    LA PATERNITÉ DES PRODUCTIONS .....	6
5.7    LA PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE.....	6
<b>ARTICLE 6    MANQUEMENTS À L'INTÉGRITÉ EN RECHERCHE .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7    GESTION DES MANQUEMENTS D'INTÉGRITÉ EN RECHERCHE .....</b>	<b>7</b>
7.1    COMPOSITION DU COMITÉ DES PLAINTES .....	7
7.2    L'ALLÉGATION OU LA PLAINTÉ .....	7
7.3    L'ANALYSE PRÉLIMINAIRE .....	7
7.4    LA CONCILIATION .....	8
7.5    L'INVESTIGATION APPROFONDIE .....	8
7.6    LE DROIT D'APPEL.....	9
7.7    LA CONSERVATION DES DOCUMENTS .....	9
<b>ARTICLE 8    RÔLES ET RESPONSABILITÉS.....</b>	<b>10</b>
8.1    LE CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	10
8.2    LE DIRECTEUR GENERAL .....	10
8.3    LE CHERCHEUR .....	10
8.4    LE COMITE DES PLAINTES .....	10
<b>ARTICLE 9    MISE EN APPLICATION ET ÉVALUATION DE LA POLITIQUE .....</b>	<b>10</b>

**Remarque :** Ce texte adapte certains éléments contenus dans des documents élaborés par différents cégeps, notamment le Collège Édouard-Montpetit, le Cégep Marie-Victorin, le Cégep de Saint-Jérôme, le Cégep de Sherbrooke, le Cégep de Trois-Rivières, le Cégep du Vieux-Montréal disponibles sur leur site Web.

## Préambule

Ainsi qu'il l'énonce dans sa *Politique institutionnelle de la recherche*, le Cégep Beauce-Appalaches soutient que « *la recherche a des exigences de probité et de rigueur.* »

Outre sa mission de formation, le Cégep Beauce-Appalaches contribue au développement de sa région par des activités d'aide technique aux entreprises et par la réalisation de projets d'innovation technologique effectués par son centre collégial de transfert technologique connu sous sa nouvelle raison sociale *Mecanium inc.* depuis le 21 octobre 2008. Celui-ci a succédé au *SITTE* (Service d'Innovation et de Transfert Technologique pour l'Entreprise) constitué en 1996 suite à une initiative concertée du Cégep Beauce-Appalaches, de la Commission scolaire de la Beauce-Etchemins et du Centre universitaire des Appalaches, avec l'appui financier d'acteurs industriels régionaux. Depuis sa création, le *SITTE* a développé une expertise reconnue en génie industriel, particulièrement en mécanique industrielle avec au-delà de 250 projets de recherche appliquée et d'aide technique aux entreprises manufacturières; ces succès ont permis au *SITTE* d'être reconnu comme centre collégial de transfert technologique (CCTT) en décembre 2004.

Pour assurer le développement de son CCTT à l'intérieur de son mandat, et de concert avec sa volonté de soutenir la recherche au sein de son organisation, le Cégep Beauce-Appalaches se dote d'une *Politique institutionnelle d'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition* qui a pour objet d'encadrer la pratique des chercheurs dans l'exercice de leurs responsabilités, en respectant notamment les exigences et les normes établies par les organismes et les partenaires subventionnaires dans la *Politique inter-conseils sur l'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition* (Gouvernement du Canada, 2007)<sup>1</sup>.

## Article 1 Champ d'application

La présente politique s'applique à toutes les activités de recherche, réalisées soit par les membres du personnel dans le cadre de leurs activités professionnelles liées au Cégep et à son CCTT, soit par toute autre personne externe, chercheur, assistant-chercheur, employé contractuel, étudiant, stagiaire, etc. qui serait éventuellement rattachée par entente au Cégep ou à son CCTT.

La présente politique s'étend aux travaux d'érudition en littérature, en linguistique, en philosophie, ainsi qu'à ceux qui sont réalisés dans les disciplines reliées aux sciences humaines et sociales.

Le Cégep interdit toute recherche présentant des problèmes d'éthique ou des risques biologiques et faisant appel à des êtres humains ou à des animaux; en outre, il s'engage à ne solliciter aucune aide financière pour de telles recherches. Si le Cégep devait changer son orientation sur cette question, les organismes subventionnaires concernés seraient formellement avisés et les chercheurs seraient contraints de se conformer aux normes établies par ces organismes.

Cependant, les expériences en laboratoire réalisées par des enseignants, des techniciens ou des étudiants, ainsi que les travaux de recherche effectués par des étudiants dans le cadre de cours collégiaux crédités ne sont pas visés par cette politique.

## Article 2 Définitions

Chercheur :	Tout membre du personnel du Cégep et de son CCTT (cadre, professeur, professionnel, technicien, employé contractuel...) impliqué dans une activité de recherche couverte par la présente politique. Le terme assistant-chercheur désigne tout collaborateur externe et tout étudiant dans le cadre d'un programme d'études collégiales ou universitaires, associés à un projet de recherche.
-------------	--

---

<sup>1</sup> La nature de ces exigences et de ces normes requises par les organismes subventionnaires conduit le Cégep à insérer dans cette politique des éléments qui sont de l'ordre de la procédure.

Projet de recherche/recherche :	Ensemble de travaux liés à une problématique identifiée, visant par une démarche d'investigation systématique, documentée et explicite à établir des faits, des principes ou des processus contribuant soit à l'avancement des connaissances dans un domaine spécifique, soit au développement de nouvelles pratiques ou de nouvelles technologies. La recherche appliquée dans un CCTT comprend les activités liées à l'innovation et au transfert technologiques, telles que la conception de procédés nouveaux, l'amélioration de produits ou de systèmes, l'élaboration et la mise à l'essai de prototypes.
Cégep :	Cégep Beauce-Appalaches.
CCTT Mecanium :	Centre collégial de transfert technologique connu sous la nouvelle raison sociale <i>Mecanium inc.</i> depuis le 21 octobre 2008.
Intégrité :	Comportement général du chercheur qui se caractérise par son honnêteté intellectuelle, son jugement éthique et sa probité professionnelle.
Inconduite :	Tout manquement à l'intégrité et notamment le non-respect par le chercheur des normes et des modalités de réalisation des activités de recherche incluant l'utilisation des ressources allouées à celles-ci; le terme <i>inconduite</i> réfère aussi au non-respect de toute autre exigence à caractère légal reliée aux activités effectuées par le chercheur et qu'il est censé connaître.
Conflit d'intérêts :	Toute situation dans laquelle une personne visée par la présente politique, incluant ses proches, a des avantages personnels, professionnels ou financiers en concurrence directe ou potentielle avec son mandat de recherche et pouvant la mettre en difficulté pour accomplir celui-ci avec l'intégrité requise.
Érudition:	« <i>Savoir approfondi fondé sur l'étude des sources historiques, des documents, des textes.</i> » (Le Petit Robert, 2009)

### Article 3 Objectifs de la politique

En adoptant la présente politique, le Cégep confirme son engagement pour la promotion d'une recherche intègre. Cette politique vise particulièrement à :

- Procurer aux chercheurs et aux assistants-chercheurs un guide susceptible de les aider à appliquer dans leur activité professionnelle les principes, les normes et les règles d'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition;
- Mettre en place un processus efficace et équitable d'examen et de traitement de toute situation d'inconduite ou de manquement à l'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition;
- Satisfaire aux exigences et aux attentes des organismes et partenaires subventionnaires ainsi qu'à celles des entreprises privées.
- Définir les rôles et les responsabilités des intervenants.

### Article 4 Principes d'intégrité en recherche

L'intégrité dans les travaux de recherche et d'érudition s'appuie sur un certain nombre de principes fondamentaux; ceux que le Cégep retient dans le présent document sont inspirés de la *Politique inter-conseils sur l'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition* dans laquelle l'Institut de recherche en santé du Canada (IRSC), le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (CRSNG) et le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) définissent leurs attentes en matière d'intégrité et de rigueur scientifiques.

- L'avancement des connaissances : Les activités de recherche et d'érudition doivent viser à exposer un éclairage ou un point de vue nouveau sur une question spécifique.

- La compétence : Les activités de recherche et d'érudition doivent être reliées à un domaine d'expertise du chercheur.
- La probité : Le processus de recherche, depuis la conception jusqu'à la diffusion, incluant la gestion des fonds de recherche, est effectué avec honnêteté et rigueur intellectuelles.
- La transparence : Les données et les productions issues des activités de recherche et d'érudition doivent être accessibles de façon à permettre la consultation et la vérification. Ce droit à l'accès est cependant balisé par le respect de la confidentialité explicite ou implicite, ainsi que par le respect de la propriété intellectuelle dans les domaines artistique, industriel, littéraire ou scientifique.
- L'équité : La contribution de chacun des partenaires d'une recherche est reconnue de façon juste et équitable.
- L'impartialité : L'étude des cas de manquement à la présente politique doit être faite avec impartialité et en toute justice, dans le respect de la vie privée des personnes concernées.
- La présomption d'intégrité : Le chercheur bénéficie de la présomption d'intégrité tant que le comité des plaintes n'a pas établi le contraire (ci-dessous, article 7).

## **Article 5 Normes et règles d'intégrité**

Des normes et des règles d'intégrité, à la fois déontologiques et méthodologiques, s'appliquent à toutes les étapes de réalisation d'un projet de recherche; s'appuyant sur les principes énoncés ci-dessus, le Cégep énonce ses attentes envers les membres de son personnel et ceux de son CCTT engagés dans un projet de recherche au titre de chercheurs, d'assistants-chercheurs ou collaborateurs.

### **5.1 Le droit d'auteur et le respect des collaborateurs**

Le chercheur évite toute forme d'usurpation de la propriété intellectuelle ou d'apparence de plagiat. Pour s'assurer de respecter le droit d'auteur, le chercheur :

1. mentionne clairement toutes les sources de renseignements consultées;
2. requiert une autorisation préalable des propriétaires de données ou des auteurs de travaux, lorsqu'il s'agit de données ou de travaux confidentiels ou inédits;
3. mentionne de façon appropriée et équitable la contribution de tout collaborateur au projet de recherche.

### **5.2 La gestion des données**

La collecte et l'analyse de données sont effectuées avec rigueur et intégrité scientifiques dans le respect des règles applicables à l'objet d'étude.

1. Le chercheur se préoccupe d'éviter toute erreur ou toute inconduite dans l'obtention des données et s'assure de l'exactitude de celles-ci au moment de leur traitement.
2. Le nom et la raison sociale du Cégep et de son CCTT ne doivent pas servir à faciliter une collecte de données ni à endosser une recherche n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation par la Direction des études.
3. Le chercheur s'engage à conserver toutes les données associées à la recherche durant une période minimale de trois (3) ans suivant la fin du projet et à les rendre accessibles; il s'assure par la suite de leur destruction.

### **5.3 La publication des résultats**

Les résultats de la recherche sont diffusés selon les pratiques reconnues en matière de communication de résultats scientifiques et, le cas échéant, dans le respect des exigences des organismes subventionnaires ou des engagements pris avec ceux-ci.

1. Lors de la publication des résultats de la recherche, le chercheur s'assure de protéger la confidentialité, si elle est requise, des personnes, des groupes ou des organisations ayant participé au projet.
2. Dans le cadre des activités de diffusion de la recherche, le chercheur ne peut s'exprimer au nom du Cégep ou de son CCTT que s'il a obtenu une autorisation à cet effet de la part de la Direction des études.

## 5.4 Le conflit d'intérêts

Toute personne impliquée dans un projet de recherche a l'obligation de faire preuve de probité dans sa conduite en divulguant tout conflit d'intérêts, réel ou potentiel.

1. Dans un esprit de transparence et d'équité, les activités de recherche reliées à la fonction d'enseignant et celles relevant de l'entreprise privée ou impliquant des gains financiers doivent être clairement identifiées.
2. Le chercheur recevant des gains financiers directs reliés à des activités de recherche réalisées dans le cadre des tâches pour lesquelles il est déjà rémunéré par le Cégep doit en informer la Direction des études.
3. Le chercheur a l'obligation de divulguer aux organismes qui financent ou qui parrainent un projet de recherche tout conflit d'intérêts d'ordre financier, matériel ou autre.
4. En aucune circonstance, le chercheur ne peut discréditer les résultats de recherche d'une autre personne pour en retirer un avantage scientifique personnel ou en faire bénéficier indûment un autre collègue.

## 5.5 L'utilisation des ressources

Les fonds ainsi que les ressources financières ou matérielles alloués à un projet de recherche doivent être gérés conformément aux ententes prévues et dans le respect des procédures administratives du Cégep.

1. Le Cégep est imputable pour les fonds qu'il perçoit pour la recherche; il s'engage à les utiliser avec probité et transparence.
2. Le chercheur utilise de façon appropriée les ressources financières et matérielles qui lui sont octroyées aux fins de la recherche, en évitant d'en tirer indûment un avantage personnel.

## 5.6 La paternité des productions

La contribution de toutes les personnes impliquées dans un projet de recherche est reconnue à juste titre et de manière appropriée; de plus, une attention particulière est accordée par les chercheurs au respect de la propriété intellectuelle des auteurs consultés. Lorsque le projet de recherche est effectué par un membre de son personnel, le Cégep ou son CCTT peut prétendre à la paternité d'un produit ou d'une découverte. Si le projet de recherche est réalisé en partenariat, soit avec d'autres établissements d'enseignement, soit avec des entreprises privées ou des organismes subventionnaires, le Cégep ou son CCTT peut négocier, avant le début des travaux de recherche, des ententes officielles concernant le partage de la propriété intellectuelle et l'éventuelle commercialisation d'un produit ou d'une technologie.

## 5.7 La propriété matérielle

Le Cégep demeure propriétaire des biens matériels achetés ou produits à même les subventions de recherche ou les contrats avec des entreprises privées. À ce titre, il conserve l'outillage, la machinerie, les produits industriels financés par les organismes subventionnaires ou par les entreprises privées. Toutefois, si un partage des biens ou produits est demandé, le Cégep doit en prévoir le règlement au moment de la signature du contrat de recherche ou de l'entente.

## Article 6 Manquements à l'intégrité en recherche

Il y a manquement à la présente politique, lorsqu'une ou des normes et règles d'intégrité énoncées ci-dessus n'ont pas été respectées. Seulement dans un but de prévention et d'illustration, le Cégep mentionne ces quelques situations d'inconduite, sans en exclure d'autres.

- La dissimulation, la fabrication, la falsification, la suppression de données.
- L'utilisation frauduleuse d'une oeuvre d'autrui ou plagiat d'idées, de projets, de travaux publics ou inédits, sans mention d'emprunt.
- L'utilisation inadéquate des fonds de recherche, compte tenu des marges de manœuvre qui peuvent être accordées par les bailleurs de fonds.
- L'acquisition ou l'utilisation de biens et de matériels à des fins strictement personnelles autres que celles liées au projet de recherche.
- Le non-respect de la confidentialité des informations ou des renseignements.

- L'omission de reconnaître adéquatement la contribution de tout collaborateur à la recherche.
- La non-divulgaration d'une situation de conflit d'intérêts, réelle ou apparente.
- L'absence de précisions quant à la limite ou à la portée des résultats.

## **Article 7 Gestion des manquements d'intégrité en recherche**

La gestion des manquements d'intégrité en recherche, des cas d'inconduite et de conflits d'intérêts, nécessite la mise en place de mécanismes spécifiques permettant de recevoir, d'analyser et de disposer de toute plainte relative à de telles situations. Dans la poursuite des objectifs de la présente politique, le Cégep établit un processus rigoureux qui vise à traiter toute allégation de manquement à l'intégrité en recherche avec diligence, efficacité, impartialité et confidentialité; ce processus spécifique est distinct mais non contradictoire avec la *procédure de traitement des plaintes de la clientèle* précédemment établie par le Cégep.

À ces fins, le Cégep constitue un comité des plaintes chargé d'analyser, d'enquêter et de statuer sur tout manquement à l'intégrité dans la recherche et les travaux d'érudition ou sur tout cas d'inconduite et de conflit d'intérêts.

### **7.1 Composition du comité des plaintes**

Le directeur général du Cégep constitue un comité des plaintes composé de trois membres : le directeur des études agissant à titre de président, un enseignant ou un cadre du Cégep selon l'origine de la plainte, une personne de l'extérieur ou de l'intérieur du Cégep.

En vue de protéger leur impartialité, tous les membres désignés pour la composition de ce comité doivent être sans lien avec les travaux de recherche et avec la ou les personnes impliquées par la plainte. Le directeur général du Cégep s'assure de la présence de personnes compétentes à ce comité des plaintes et de la prévention de tout conflit d'intérêts, réel ou apparent.

### **7.2 L'allégation ou la plainte**

Toute allégation de manquement à l'intégrité, de conflit d'intérêts ou d'inconduite, sans égard à son origine, est soumise par écrit au directeur général du Cégep qui en transmet une copie au président du comité des plaintes; la plainte datée et signée décrit avec précision, avec l'appui éventuel de documents, la situation de manquement à l'intégrité, de conflit d'intérêts ou d'inconduite. En tout temps, le directeur général du Cégep et le président du comité des plaintes s'assurent que l'anonymat de la personne plaignante ou de l'organisme plaignant est préservé. Le plaignant peut être soit une ou des personnes, de l'interne du Cégep ou de l'externe, soit un organisme subventionnaire ou une corporation privée externe.

Les allégations anonymes ne seront généralement pas retenues; par contre, si le directeur général détient une preuve d'inconduite décisive, le processus d'enquête peut être déclenché.

### **7.3 L'analyse préliminaire**

Au cours des dix (10) jours ouvrables suivant la réception de la plainte, le comité des plaintes analyse et valide les faits ou documents présentés à son attention afin de vérifier la pertinence et la recevabilité de la plainte. Le président du comité des plaintes informe le chercheur visé du dépôt de la plainte, de son contenu et de l'examen préliminaire de celle-ci. Pour des fins de clarification, d'explication ou de justification, le comité des plaintes peut recevoir séparément le plaignant et la personne visée par la plainte. Au terme de cette analyse préliminaire, le comité des plaintes dispose de la plainte de la façon suivante, en motivant sa décision dans chacun des cas :

1. Si la plainte est jugée non fondée ou irrecevable, le comité des plaintes en avise par écrit la personne qui l'a formulée et celle qui est visée. Un rapport est fait à la direction générale du Cégep.
2. S'il s'agit d'une irrégularité de peu de gravité pouvant être redressée par un avertissement à la personne visée par la plainte, le comité des plaintes l'en informe par écrit et précise, s'il y a lieu, les mesures à prendre pour corriger la situation dans le respect de la présente politique; le plaignant reçoit une copie de cette correspondance. Un rapport est remis à la direction générale du Cégep.

3. Si la plainte est jugée fondée et recevable et qu'elle révèle une irrégularité de nature assez grave ou grave, le comité des plaintes avise par écrit la personne qui l'a formulée et celle qui est visée qu'il va recommander à la direction générale du Cégep de procéder à une investigation approfondie.

Dans chacun des cas ci-dessus, le plaignant ou la personne visée par la plainte ont la possibilité d'exercer un droit de réplique; pour ce faire, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant la réception de l'avis du comité des plaintes, ils expriment par écrit leur requête au président de ce comité. Le comité des plaintes dispose alors d'un autre délai de cinq (5) jours ouvrables pour poursuivre son analyse préliminaire et prendre une décision sans appel confirmant, amendant ou précisant son avis initial.

## **7.4 La conciliation**

Dans le cadre de l'analyse préliminaire de la plainte, si le chercheur reconnaît qu'il y a eu manquement aux dispositions de la présente politique et qu'il apportera rapidement et avec transparence les correctifs appropriés, l'investigation approfondie pourrait n'être pas requise. Le comité des plaintes s'assure que les correctifs ont effectivement été apportés dans le respect des normes et des principes de cette politique et en fait rapport à la direction générale du Cégep; celle-ci est chargée d'approuver ces mesures correctrices et d'en informer la personne ou l'organisme qui a déposé la plainte, avant de clore le dossier.

## **7.5 L'investigation approfondie**

Si après l'étape de l'analyse préliminaire, incluant l'exercice du droit de réplique et la conciliation, des démarches supplémentaires sont nécessaires pour examiner de façon approfondie les faits entourant les allégations de manquement aux principes et aux normes de la politique sur l'intégrité et le conflit d'intérêts, la direction générale initie un processus d'enquête et en confie le mandat au comité des plaintes (ci-dessus 7.1). Pour l'assister dans sa tâche, celui-ci peut avoir recours à la compétence et à l'expertise d'autres personnes, externes ou internes, en s'assurant de leur impartialité; aucune de ces personnes ne devra être en conflit d'intérêts, réel ou apparent, avec le chercheur et la recherche en cause ni avec le plaignant.

1. L'enquête. Le comité des plaintes dispose d'une période de quinze (15) jours ouvrables pour :
  - recueillir toute l'information pertinente à l'examen de la plainte et en faire une analyse approfondie;
  - interroger les personnes concernées, la personne visée par la plainte et le plaignant;
  - recevoir les avis, les appréciations ou les commentaires d'experts;
  - rédiger un rapport à l'intention de la direction générale.

Si la complexité de la situation le justifie, le comité des plaintes peut disposer d'un délai supplémentaire de dix (10) jours ouvrables pour procéder à ces opérations.

Toute cette démarche d'enquête est réalisée dans le plus grand respect de la confidentialité et des personnes en cause.

2. Le rapport d'enquête. Au terme de son enquête, le comité des plaintes remet à la direction générale un rapport précis incluant entre autres :
  - les détails de la plainte : le plaignant, la personne visée, la description de l'inconduite ou du conflit d'intérêts;
  - les renseignements sur la composition du comité des plaintes et sur les personnes consultées;
  - la méthodologie et les outils de l'investigation;
  - les résultats de la collecte d'informations et de leur analyse;
  - la décision ou le jugement sur l'allégation de manquement à l'intégrité;
  - les recommandations de mesures correctrices, actions ou sanctions, à prendre, s'il y a lieu.
3. Les mesures correctrices, actions ou sanctions. Le directeur général du Cégep informe le plaignant et la personne visée par la plainte du contenu du rapport d'enquête, et il met en application la décision ou les recommandations formulées par le comité des plaintes.



- Si le rapport d'enquête conclut au rejet de la plainte, le directeur général communique par écrit avec le plaignant et la personne visée pour les informer des conclusions du comité des plaintes; il veille à ce que des mesures adéquates soient prises pour protéger ou rétablir la crédibilité et la réputation de toute personne accusée à tort ou injustement impliquée, avant de clore le dossier. S'il s'avérait que la plainte était malveillante ou pernicieuse, le plaignant (employé du Cégep) serait alors invité à se justifier auprès de la direction des ressources humaines du Cégep qui verrait à prendre éventuellement des sanctions à son endroit, en toute conformité avec la convention collective de travail qui le régit.
- Si le rapport d'enquête conclut que la plainte est fondée mais que les faits reprochés n'entraînent pas de conséquences graves, le directeur général demande à la personne visée de corriger rapidement et avec transparence la situation. Lorsque les correctifs requis sont apportés à la satisfaction du comité des plaintes, le directeur général avise par écrit le plaignant du règlement final du dossier et clôt celui-ci.
- Si le rapport d'enquête conclut que la plainte est fondée et que les faits reprochés entraînent des conséquences graves, le directeur général veille à prendre dans les plus brefs délais les mesures appropriées ou les sanctions spécifiques, en agissant en conformité avec les dispositions prévues à la convention collective ou au contrat de travail de la personne impliquée.
- Si la plainte jugée fondée a été déposée par un organisme subventionnaire, le directeur général, dans les 30 jours suivant la fin de l'enquête et dans le respect de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c,A-2.1) lui achemine une copie du rapport d'enquête et l'informe de la décision du comité et s'il y a lieu des mesures prises pour corriger la situation. Conformément à ses directives et à ses politiques, l'organisme subventionnaire peut se réserver le droit d'imposer ses propres sanctions. Dans le cas où la plainte fondée a une incidence sur l'utilisation de fonds de subvention de recherche, le directeur général du Cégep s'assure que le chercheur ne peut disposer de ceux-ci jusqu'à ce que les mesures correctrices, jugées nécessaires par le comité des plaintes et acceptables par l'organisme subventionnaire, soient appliquées.
- Dans tous les cas où le rapport d'enquête conclut que la plainte est fondée, le directeur général doit transmettre à l'organisme subventionnaire une copie du rapport final d'enquête dans les 30 jours suivant la fin de l'enquête.

Si la plainte jugée fondée a été déposée par une entreprise ou une organisation privée, le directeur général s'assure que les correctifs requis soient appliqués avant d'autoriser le chercheur à poursuivre ses activités de recherche.

## **7.6 Le droit d'appel**

Si au terme de l'investigation approfondie, la personne plaignante ou la personne visée par la plainte s'estime lésée dans ses droits par la décision ou les recommandations contenues dans le rapport d'enquête, elle dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrables pour interjeter appel par écrit auprès du directeur général du Cégep. Ce dernier a la responsabilité d'analyser en toute impartialité les motifs de la demande d'appel et de consulter, si nécessaire, le comité des plaintes. Son jugement est final et sans appel.

## **7.7 La conservation des documents**

Tous les documents recueillis par le comité des plaintes et tous les rapports produits par celui-ci, lors de l'analyse préliminaire (ci-dessus 7.3) ou de l'investigation approfondie (ci-dessus 7.5) de la plainte, ainsi que toute la correspondance ou autre pièce relative à la plainte déposée auprès du directeur général, sont conservés confidentiellement dans les archives selon les procédures du Cégep et sous la responsabilité du secrétaire général du Cégep; cette conservation est d'une durée d'un (1) an pour une plainte non fondée et de cinq (5) ans pour une plainte fondée, quelle que soit la gravité de l'inconduite ou de ses conséquences.

L'accès à ces documents est autorisé seulement dans les limites permises par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c.A-2.1) et selon les procédures du Cégep en la matière.

## **Article 8 Rôles et responsabilités**

Dans l'application de la présente politique, plusieurs intervenants exercent des rôles et assument des responsabilités à des degrés divers.

### **8.1 Le conseil d'administration**

Le conseil d'administration approuve et amende la présente politique.

### **8.2 Le directeur général**

Le directeur général est le premier responsable de l'application de la présente politique.

- Il voit à sa diffusion et à sa promotion.
- Il reçoit les plaintes, voit aux processus d'analyse préliminaire et d'investigation approfondie de celles-ci, reçoit les rapports du comité des plaintes et s'assure de la mise en place des mesures correctrices, dans le respect des droits des personnes impliquées.

### **8.3 Le chercheur**

Le chercheur est le premier responsable de son projet de recherche et de ce qui en découle; dans toutes ses activités de recherche, qu'il effectue seul ou avec la contribution d'un (des) collaborateur(s) ou d'un (des) assistant(s)-chercheur(s), il doit appliquer les dispositions de la présente politique en veillant notamment :

- à recueillir, analyser, conserver ou diffuser des données avec une exactitude et une rigueur scientifiques;
- à respecter les normes et les procédures liées au conflit d'intérêts;
- à faire preuve de probité en respectant la propriété intellectuelle des auteurs consultés et la contribution de collaborateurs;
- à utiliser les ressources financières et matérielles qui sont allouées au projet de recherche dans le respect des règles des organismes subventionnaires ou des ententes contractuelles avec des organisations privées.

### **8.4 Le comité des plaintes**

Constitué par le directeur général du Cégep, le comité des plaintes est responsable du traitement de celles-ci, de les analyser et d'investiguer, selon les étapes et les modalités prévues à l'article 7; il rend une décision et la soumet dans un rapport au directeur général.

## **Article 9 Mise en application et évaluation de la politique**

La présente politique est mise en application dès son adoption par le conseil d'administration du Cégep.

Sous la responsabilité du directeur général, le Cégep prend les mesures nécessaires pour diffuser la présente politique et sensibiliser son personnel ainsi que celui du CCTT à l'importance de l'intégrité ainsi qu'à la prévention de tout conflit d'intérêts dans la recherche et les travaux d'érudition. La publication de la présente politique sur le site web du Cégep ainsi que la diffusion d'information des ateliers offerts par différentes associations faisant la promotion de la recherche, constituent quelques-unes des mesures prises par le Cégep.

Le Cégep procède à l'évaluation de la présente politique, soit tous les cinq (5) ans, soit en fonction de l'évolution du cadre juridique.